

ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE
2350/GR-HA

entre la

RÉPUBLIQUE D'HAÏTI

et la

BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT

**Nouvelles Technologies et Renforcement des Capacités
du Gouvernement de la République d'Haïti**

2 septembre 2010

ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE

CLAUSES SPECIALES

INTRODUCTION

Parties, Objet, Parties Intégrants et Organisme d'Exécution

1. PARTIES ET OBJET DE L'ACCORD

ACCORD signé le 2 septembre 2010 entre la RÉPUBLIQUE D'HAÏTI, dénommée ci-après le « Bénéficiaire » et la BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT, ci-après dénommée la « Banque », en sa qualité d'Administrateur de la Facilité Non Remboursable de la Banque, afin de coopérer à l'exécution d'un programme d'appui pour les nouvelles technologies et le renforcement des capacités du Gouvernement de la République d'Haïti, ci-après dénommé le « Programme ». Les aspects principaux du Programme sont décrits dans l'Annexe, ci-après dénommé « l'Annexe ».

2. PARTIES INTÉGRANTES DE L'ACCORD ET RÉFÉRENCE AUX NORMES GÉNÉRALES

(a) Le présent Accord est composé des Clauses Spéciales, des Normes Générales, et de l'Annexe, qui s'y ajoutent. Si une disposition des Clauses Spéciales ou de l'Annexe n'est pas conforme aux Normes Générales ou est en contradiction avec les dites Normes Générales, c'est cette disposition des Clauses Spéciales ou de l'Annexe qui prévaut. En cas de défaut de conformité ou de contradiction entre les dispositions des Clauses Spéciales ou de l'Annexe, c'est le principe selon lequel la disposition spécifique prévaut sur la disposition générale qui s'applique.

(b) Les Normes Générales établissent de façon détaillée les dispositions des procédures faisant référence à l'application des clauses relatives aux décaissements ainsi qu'aux autres dispositions concernant l'exécution du Programme. Les Normes Générales comprennent également des définitions à caractère général.

3. ORGANISME D'EXECUTION

Les parties conviennent que l'exécution du Programme sera réalisée par le Bénéficiaire par l'intermédiaire du Bureau du Premier Ministre, ci-après dénommée « l'Organisme d'Exécution » ou le « BPM », dont le Bénéficiaire certifie la capacité légale et financière d'agir comme tel.

CHAPITRE I

Coût et Financement Non Remboursable

CLAUSE 1.01. Coût du Programme. Le coût total du Programme est estimé à la contre-valeur de trois millions sept cent mille dollars des États-Unis d'Amérique (ÉU\$3.700.000). A moins que l'Accord n'en dispose autrement, le terme « dollars » désigne ci-après la monnaie qui a cours légal aux États-Unis d'Amérique. L'Annexe de cet Accord inclut le budget du Programme avec la ventilation par catégorie d'investissement et sources de financement.

CLAUSE 1.02. Montant du financement non remboursable. Aux termes du présent Accord, la Banque s'engage à accorder au Bénéficiaire, et celui-ci accepte, un financement non remboursable, ci-après dénommé la « Contribution », sur les ressources de la Facilité Non Remboursable de la Banque, à concurrence d'un montant de trois millions dollars (ÉU\$3.000.000) ou sa contre valeur en d'autres monnaies sauf celle de la République d'Haïti, faisant partie desdites ressources.

CLAUSE 1.03 Ressources additionnelles. Le montant des ressources additionnelles que, conformément à l'Article 6.04 des Normes Générales, le Bénéficiaire s'engage à apporter en temps opportun pour l'exécution complète et ininterrompue du Programme, est estimé à la contre-valeur de sept cent mille dollars (ÉU\$700.000), sans que cette estimation implique une limitation ou une réduction de l'obligation du Bénéficiaire conformément au dit Article. Pour calculer l'équivalence en dollars, on suivra la règle indiquée à l'Article 4.01 des Normes Générales.

CHAPITRE II

Décaissements

CLAUSE 2.01. Monnaies des décaissements de la Contribution et utilisation des fonds.
(a) Le montant de la Contribution sera décaissé en dollars ou sa contre-valeur en d'autres monnaies faisant partie des ressources de la Facilité Non Remboursable de la Banque, à l'exception de celle de la République d'Haïti.

(b) Les ressources de la Contribution ne peuvent être utilisées que pour le paiement de biens et de services et pour toutes autres fins indiquées dans le présent Accord. Les biens et services doivent être originaires des pays membres de la Banque et devront être acquis selon les procédures prévues dans cet Accord.

CLAUSE 2.02 Conditions spéciales préalables au premier décaissement. Le premier décaissement de la Contribution est subordonné à la présentation, à la satisfaction de la Banque, en plus des conditions préalables stipulées à l'Article 3.01 des Normes Générales, de la condition suivante : que le Bénéficiaire, directement ou par l'intermédiaire de l'Organisme d'Exécution, devra avoir présenté à la Banque la preuve de la création du Secrétariat Technique du Comité Interministériel (qui servira comme l'Unité d'Exécution du Programme) décrit dans l'Annexe,

pour gérer la Plateforme Intégrée du Gouvernement d'Haïti « PIGH », et de l'engagement du porteur de dossier.

CLAUSE 2.03. Remboursement de dépenses imputables à la Contribution. Le Bénéficiaire, avec l'assentiment de la Banque, pourra utiliser les ressources de la Contribution pour rembourser des dépenses effectuées ou pour financer les dépenses qui seront effectuées au titre du Programme à compter du 21 juillet 2010 et jusqu'à la date du présent Accord, pourvu qu'aient été remplies des conditions substantiellement analogues à celles fixées dans le présent Accord.

CLAUSE 2.04. Délai du dernier décaissement. Le délai pour le dernier décaissement des ressources de la Contribution sera de vingt quatre (24) mois, décomptés à partir de la date d'entrée en vigueur de cet Accord.

CHAPITRE III

Exécution du Programme

CLAUSE 3.01. Passation des marchés de travaux et biens. Les passations des marchés de travaux, biens et services connexes seront subordonnées aux dispositions établies dans le Document GN-2349-7 (Politiques de passation des marchés de travaux et biens financés par la Banque Interaméricaine de Développement) daté du mois de juillet 2006 (dispositions ci-après dénommées les « Politiques de Passation des Marchés »), et aux dispositions contenues dans le Document OP-387-1 « Dispositions spéciales de passation des marchés pour répondre à la situation d'urgence occasionnée par le tremblement de terre du 12 janvier 2010 en République d'Haïti », que le Bénéficiaire et l'Organisme d'Exécution déclarent connaître, et de façon complémentaire, par les dispositions suivantes :

(a) Appel d'offres international : A partir d'un montant estimé égal ou supérieur à un million de dollars (ÉU\$1.000.000) pour les marchés de travaux, et à deux cent cinquante mille dollars (ÉU\$250.000) pour les marchés de biens et services connexes, les contrats seront adjugés conformément aux dispositions de la Section II des Politiques de Passation des Marchés et du Document OP-387-1.

(b) Autres méthodes des passations des marchés : Toutes les autres passations des marchés non comprises dans l'alinéa (a) ci-dessus, se feront conformément aux dispositions de la Section III des Politiques de Passation des Marchés et du Document OP-387-1.

(c) Information à mettre à la disposition de la Banque : L'Organisme d'Exécution s'engage : (i) à réaliser les passations des marchés de travaux, biens et services connexes conformément aux plans généraux, aux cahiers des charges, aux caractéristiques techniques, aux budgets et autres documents nécessaires à l'acquisition ou la construction, y compris les directives spécifiques et autres documents nécessaires à l'appel d'offres ; et (ii) dans le cas spécifique des ouvrages, à obtenir, avant l'initiation des travaux, la preuve qu'il détient la propriété légale, les servitudes ou autres droits nécessaires à la réalisation des travaux de construction prévus par le Programme.

(d) Examen des décisions concernant les passations de marchés :

- (i) Planification des passations des marchés : Avant de lancer un appel d'offres pour l'octroi d'un contrat, l'Organisme d'Exécution doit présenter à l'examen et à l'approbation de la Banque, le Plan de Passation des Marchés proposé pour le Programme, conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'Appendice 1 des Politiques de Passation des Marchés. Ce plan devra être actualisé au moins annuellement pendant la période d'exécution du Programme et chaque version actualisée sera présentée à l'examen et à l'approbation de la Banque. Les passations des marchés des travaux et biens seront réalisées d'après le Plan de Passation des Marchés approuvé par la Banque et les dispositions du paragraphe 1 ci-dessus indiquées.
- (ii) Examen préalable : Les passations des marchés de travaux, biens et services connexes à effectuer pour ce Programme seront révisées par la Banque de manière préalable (*ex ante*) d'après les dispositions établies dans les paragraphes 2 et 3 de l'Appendice 1 des Politiques de Passation des Marchés, sous réserve que la Banque et le Bénéficiaire en décident autrement.

CLAUSE 3.02. Entretien des travaux. (a) Le Bénéficiaire s'engage : (i) à ce que les ouvrages à réaliser dans le cadre de cet Accord soient entretenus convenablement, conformément à des normes techniques généralement acceptées ; et (ii) à présenter à la Banque, pendant les cinq ans à compter de la date d'entrée en vigueur du présent Accord, et au cours du premier trimestre de chaque année civile, un rapport annuel d'entretien, conformément à l'alinéa (b) de cette Clause 3.02. S'il ressort des inspections effectuées par la Banque, ou des rapports qu'elle reçoit, que l'entretien n'est pas conforme aux niveaux convenus, le Bénéficiaire devra prendre les mesures nécessaires pour pallier totalement les insuffisances.

(b) Le rapport annuel d'entretien auquel fait référence l'alinéa (i) devra inclure : l'information générale qui comprend : (1) la structure organisationnelle et les responsabilités de l'entité en charge de l'entretien ; (2) la classification, le nombre et la distribution du personnel affecté aux dits travaux, de même que le type, le nombre, la distribution et les conditions d'opérations de l'équipement à entretenir ; et (3) les contrats d'entretien en cours, leur terme, leur couverture et leur stade d'exécution.

(c) Le premier rapport annuel d'entretien devra comprendre le plan correspondant à l'année fiscale suivant la date d'entrée en vigueur de cet Accord.

CLAUSE 3.03. Recrutement et sélection de services de conseil. Le recrutement de services de conseil sera subordonné aux dispositions établies dans le Document GN-2350-7 (Politiques pour la sélection et recrutement de consultants financés par la Banque Interaméricaine de Développement) daté du mois de juillet 2006 (dorénavant dénommé les « Politiques de Consultants »), et aux dispositions contenues dans le Document OP-387-1 « Dispositions spéciales de passation des marchés pour répondre à la situation d'urgence occasionnée par le tremblement de terre du 12 janvier 2010 en République d'Haïti », que le Bénéficiaire et l'Organisme d'Exécution déclarent connaître, et de façon complémentaire, par les dispositions suivantes :

(a) Sélection fondée sur la qualité et le coût (SFQC) : À moins que le Bénéficiaire et la Banque n'en conviennent autrement, la sélection et le recrutement de services de conseil seront effectués moyennant des contrats adjugés conformément aux dispositions de la Section II des Politiques de Consultants applicables à la sélection de consultants fondée sur la qualité et le coût, et du Document OP-387-1.

(b) Autres méthodes de sélection et recrutement de services de conseil : Les méthodes suivantes de sélection différentes de celle indiquée au paragraphe (a) antérieur, pourront être utilisées pour l'engagement de consultants qui, d'après la Banque, réunissent les conditions établies dans ces politiques pour son utilisation : (i) sélection fondée sur la qualité ; (ii) sélection dans le cadre d'un budget déterminé ; (iii) sélection "au moindre coût" ; (iv) sélection fondée sur les qualifications des consultants ; (v) sélection par entente directe ; (vi) pratiques commerciales ; (vii) sélection de catégories particulières ; et (viii) sélection des consultants individuels.

(c) Examen des décisions concernant les passations de marchés :

(i) Planification de sélection et recrutement : Avant de lancer un appel à propositions, l'Organisme d'Exécution devra présenter à l'examen et approbation de la Banque, le Plan de Passation de Marchés proposé pour le Programme. Ce Plan devra inclure le coût estimé pour chaque contrat, les critères de sélection et les procédures qui seront applicables, conformément au paragraphe 1 de l'Appendice 1 des Politiques de Consultants. Ce Plan devra être actualisé annuellement, à moins que la Banque et le Bénéficiaire en décident autrement, pendant la période d'exécution du Programme, et chaque version actualisée sera présentée à l'examen et à l'approbation de la Banque. Les passations des marchés des services de consultants seront réalisées d'après le Plan de Passation des Marchés approuvé par la Banque et ses correspondantes actualisations.

(ii) Examen préalable : Les passations de marchés de services de consultants à effectuer pour ce Programme seront révisées par la Banque de manière préalable (*ex ante*) d'après les dispositions établis dans les paragraphes 2 et 3 de l'Appendice 1 des Politiques de Consultants sous réserve que la Banque et le Bénéficiaire en décident autrement.

CLAUSE 3.04 Rapport d'évaluation *ex post*. A la requête de la Banque, le Bénéficiaire devra présenter à la Banque toutes les informations nécessaires pour préparer une éventuelle évaluation *ex post* du Programme, tirer des leçons pour des projets futurs, ou pour préparer un rapport d'achèvement de Programme.

CHAPITRE IV

Registres, inspections, rapports et collaboration

CLAUSE 4.01. Registres, inspections et rapports. Le Bénéficiaire s'engage à : tenir les registres, permettre les inspections et présenter les rapports, maintenir un système d'information

financière et un structure de contrôle interne acceptable par la Banque, et auditer et présenter à la Banque les états financiers et autre rapports audités, conformément aux dispositions du Chapitre VII des Normes Générales.

CLAUSE 4.02. Supervision de l'exécution du Programme. (a) La Banque utilisera le plan d'exécution du projet « PEAP » auquel se réfère l'Article 3.01(c)(i) des Normes Générales comme un instrument de supervision de l'exécution du Programme. Ledit plan devra se baser sur le Plan de Passation des Marchés dont traitent les Clauses 3.01(d)(i) et 3.03(c)(i) des présentes Clauses Spéciales, et devra comprendre la planification complète du Programme, incluant également le chemin critique des actions qui devront être exécutées pour que les ressources de la Contribution soient décaissées dans le délai prévu dans la Clause 2.04 des présentes Clauses Spéciales.

(b) Le PEAP devra être actualisé lorsque nécessaire, en particulier lorsque se produiront des changements significatifs impliquant ou pouvant impliquer des retards dans l'exécution du Programme. Le Bénéficiaire devra informer la Banque des actualisations du PEAP, au plus tard lors de la présentation du rapport semestriel de progrès correspondant.

CLAUSE 4.03. États financiers. (a) Le Bénéficiaire s'engage à ce que, soient présentés, dans les cent vingt (120) jours suivant la clôture de chaque exercice économique de l'Organisme d'Exécution et dans le délai imparti pour les décaissements de la Contribution, les états financiers audités du Programme, dûment rapportés par une entreprise d'audit indépendante acceptable par la Banque. Le dernier desdits rapports sera présenté dans les cent vingt (120) jours suivant la date stipulée pour le dernier décaissement de la Contribution.

(b) L'Unité d'Exécution décrit dans l'Annexe recrutera les services d'un auditeur externe avec l'accord de la Banque afin de réaliser l'audit du Programme. Le processus de sélection et de recrutement s'effectuera sur la base de termes de référence élaborés conjointement par l'Organisme d'Exécution et la Banque. Vu la rapidité et la courte durée d'exécution, les rapports d'activités, semestriels, financiers, et de progrès audités seront soumis à la Banque. Les rapports audités seront soumis dans un délai de soixante (60) jours à compter de la date d'échéance de chaque semestre d'exécution.

CHAPITRE V

Dispositions diverses

CLAUSE 5.01 Entrée en vigueur de l'Accord. Les parties conviennent que le présent Accord entrera en vigueur à la date de sa signature par les deux parties.

CLAUSE 5.02 Achèvement de l'Accord. Le décaissement de la Contribution mettra fin au présent Accord, sauf en ce qui concerne des obligations pour lesquelles les parties peuvent prévoir un délai supérieur.

CLAUSE 5.03 Validité. Les droits et obligations conférés par le présent Accord sont valides et exigibles, conformément à ses termes, indépendamment des lois d'un pays déterminé.

CLAUSE 5.04 Communications. Tous les avis, demandes, communications ou notifications que les parties doivent s'adresser en vertu du présent Accord seront présentés par écrit et seront considérés comme ayant été présentés au moment où le document correspondant sera remis à son destinataire à l'adresse indiquée ci-dessous, à moins que les parties n'en conviennent autrement par écrit.

Pour le Bénéficiaire :

Adresse postale :

Ministère de l'Économie et des Finances
Rue Oswald Durand # 104
Port-au-Prince, Haïti

Télécopie : N/A

Pour toutes questions concernant l'exécution du Programme :

Adresse postale :

La Primature
Boulevard Harry Truman / Bicentenaire
Port-au-Prince, Haïti

Télécopie : N/A

Pour la Banque :

Adresse postale :

Banque Interaméricaine de Développement
1300 New York Avenue, N.W.
Washington, D.C. 20577
Etats-Unis d'Amérique

Télécopie : (202) 623-3096

CHAPITRE VI

Arbitrage

CLAUSE 6.01 Engagement en faveur de l'arbitrage. Pour la résolution de tout différend qui pourrait résulter du présent Accord et qui ne pourrait être résolu par accord entre les parties, celles-ci s'engagent à se soumettre de façon inconditionnelle et irrévocable à la procédure et à la sentence du Tribunal Arbitral visées au Chapitre IX des Normes Générales.

EN FOI DE QUOI, le Bénéficiaire et la Banque, agissant chacun par l'intermédiaire de leur représentant dûment habilité à cet effet, signent le présent Accord en deux exemplaires de même teneur à Port-au-Prince, République d'Haïti, à la date indiquée ci-dessus.

REPUBLIQUE D'HAÏTI

BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE
DÉVELOPPEMENT

/s/ Ronald Baudin

/s/ Eduardo Marques Almeida

Ronald Baudin
Ministre de l'Économie et des Finances

Eduardo Marques Almeida
Représentant en Haïti

DEUXIÈME PARTIE

NORMES GÉNÉRALES

CHAPITRE I

Application des Normes Générales

Article 1.01 Application des Normes Générales. Les présentes Normes Générales s'appliquent aux accords de financement non remboursables que la Banque Interaméricaine de Développement signe avec ses bénéficiaires, et leurs dispositions font partie intégrante du présent Accord.

CHAPITRE II

Définitions

Article 2.01 Définitions. Aux fins des engagements contractuels entre les parties, les définitions ci-après sont adoptées :

(a) Par « Accord » on entend l'ensemble des Clauses Spéciales, des Normes Générales et des Annexes de cet accord de financement non remboursable.

(b) Par « Avance de Fonds » on entend le montant de ressources avancées par la Banque au Bénéficiaire, provenant des ressources de la Contribution, pour couvrir les dépenses éligibles du Projet, conformément aux dispositions de l'Article 3.06 des présentes Normes Générales.

(c) Par « Banque » on entend la Banque Interaméricaine de Développement.

(d) Par « Bénéficiaire » on entend la partie à la disposition de laquelle on met la Contribution.

(e) Par « Contribution » on entend les fonds que la Banque accepte de mettre à la disposition du Bénéficiaire pour contribuer à la réalisation du Projet.

(f) Par « Clauses Spéciales » on entend l'ensemble des clauses qui composent la première partie de cet Accord et qui contiennent les éléments spécifiques à chaque opération.

(g) Par « Normes Générales » on entend l'ensemble des articles qui composent la deuxième partie du présent Accord et qui reflètent les politiques fondamentales de la Banque applicables uniformément à ses accords correspondants aux financements non remboursables.

(h) Par « Organisme Contractant » on entend l'entité avec la capacité juridique de signer le contrat pour la passation des marchés de biens et de travaux avec l'entrepreneur, le fournisseur, et la société de conseil ou le consultant, selon le cas.

(i) Par « Organisme(s) d'Exécution » on entend l'organisme (les organismes) chargé(s) d'exécuter le Projet, dans sa totalité ou en partie.

(j) Par « Période de Clôture » on entend le délai de quatre-vingt dix (90) jours à partir de la date stipulée pour le dernier décaissement de la Contribution, pour finaliser les paiements restants dus aux tiers, présenter la justification finale des dépenses effectuées, rapprocher les registres et reverser à la Banque les ressources de la Contribution décaissées et non justifiées, conformément aux dispositions de l'Article 3.07 des présentes Normes générales.

(k) Par « Pratiques Interdites » on entend les actes définis à l'Article 5.02 (c) de ces Normes Générales.

(l) Par « Projet » on entend le Programme ou Projet pour lequel est accordée la Contribution.

CHAPITRE III

Normes relatives aux Décaissements

Article 3.01 Conditions Préalables au Premier Décaissement. Le premier décaissement de la Contribution est subordonné à la réalisation des conditions suivantes, à la satisfaction de la Banque :

(a) La Banque devra avoir reçu un ou plusieurs rapports juridiques circonstanciés qui établissent, en indiquant les dispositions constitutionnelles, légales et réglementaires pertinentes, que les obligations contractées par le Bénéficiaire dans l'Accord, sont valables et exécutoires. Ces rapports devront en outre se référer à toutes les questions juridiques que la Banque estimera raisonnablement pertinentes.

(b) Le Bénéficiaire, directement ou par l'intermédiaire de l'Organisme d'Exécution éventuel, devra avoir désigné un ou plusieurs fonctionnaires pouvant le représenter dans tous les actes relatifs à l'exécution de l'Accord et il devra avoir fait parvenir à la Banque des copies authentifiées des signatures desdits représentants. Si deux ou plusieurs fonctionnaires sont désignés, le Bénéficiaire devra indiquer si ceux-ci peuvent agir séparément ou conjointement.

(c) Le Bénéficiaire, directement ou par l'intermédiaire de l'Organisme d'Exécution éventuel, devra avoir présenté à la Banque un rapport initial préparé selon les directives données par la Banque et qui en plus d'autres informations que la Banque pourrait raisonnablement demander conformément au présent Accord, devra comprendre : (i) un plan d'exécution du Projet, les plans, caractéristiques techniques et cahier des charges jugés nécessaires de l'avis de la Banque ; (ii) un calendrier d'exécution des travaux ; (iii) un état de l'origine et de l'utilisation des fonds comprenant un calendrier détaillé d'investissements, conforme aux catégories d'investissement figurant dans cet Accord, et l'indication des apports annuels nécessaires des

différentes sources de financement avec lesquelles le Projet sera financé ; et (iv) le format des rapports relatifs à l'exécution du Projet visés à l'Article 7.03 des présentes Normes Générales. Lorsque l'Accord prévoit l'autorisation de dépenses antérieures à sa signature ou à celle de la Résolution approuvant le financement non remboursable, le rapport initial devra inclure un état des investissements et, conformément aux objectifs du Projet, une description des travaux exécutés dans le cadre du Projet ou un état des crédits accordés, selon le cas, jusqu'à une date immédiatement antérieure à celle du rapport.

(d) Le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution aura démontré à la Banque qu'il possède un système d'information financière et une structure de contrôle interne appropriés pour remplir les objectifs indiqués dans le présent Contrat.

Article 3.02 Délai prévu pour que soient remplies les Conditions Préalables au Premier Décaissement. Si dans un délai de cent quatre-vingts (180) jours à compter de la date d'entrée en vigueur de l'Accord ou d'un délai plus long convenu par écrit entre les Parties, les conditions préalables au premier décaissement stipulées à l'Article 3.01 des présentes Normes Générales et aux Clauses Spéciales, n'ont pas été remplies, la Banque pourra mettre fin au présent Accord en donnant notification au Bénéficiaire.

Article 3.03 Conditions de tout Décaissement. Avant que la Banque puisse effectuer chaque décaissement, il faudra : (a) que le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution éventuel ait présenté par écrit, ou par l'intermédiaire de moyens électroniques, dont la forme et conditions ont été spécifiés par la Banque, une demande de décaissement et fourni à la Banque, à l'appui de ladite demande, les documents pertinents et autres pièces que celle-ci peut lui avoir demandées ; (b) que le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution éventuel ait ouvert et maintienne ouvert un ou plusieurs comptes bancaires dans une institution financière dans laquelle la Banque fera les décaissements de la Contribution ; (c) sauf mention contraire de la Banque, que les demandes soient présentées au plus tard trente (30) jours avant la date d'expiration du délai de décaissement ou de la prorogation dudit délai, dont le Bénéficiaire et la Banque auront convenu par écrit; et (d) qu'aucune des circonstances décrites à l'Article 5.01 des présentes Normes Générales ne se soit présentée.

Article 3.04 Procédure de Décaissement. La Banque pourra procéder à des décaissements sur la Contribution : (a) en virant directement au Bénéficiaire les sommes auxquelles il a droit d'après cet Accord et conformément aux modalités de remboursement des dépenses et d'avance de fonds ; (b) en effectuant des paiements à des tiers au compte du Bénéficiaire ; et (c) par toute autre méthode dont les parties conviennent par écrit. Tous les frais bancaires au titre des décaissements sont à la charge du Bénéficiaire. A moins que les parties n'en conviennent autrement, les décaissements ne seront jamais inférieurs à la contre-valeur de cinquante mille dollars des États-Unis d'Amérique (ÉU\$50.000) chacun.

Article 3.05 Remboursement de frais. (a) À la charge de la Contribution et une fois réalisées les conditions prévues dans les Articles 3.01 et 3.03 des présentes Normes Générales et les conditions appropriées des Stipulations Spéciales, la Banque pourra effectuer le décaissement des ressources de la Contribution pour rembourser au Bénéficiaire ou à l'Organisme

d'Exécution, selon le cas, les dépenses effectuées dans l'exécution du Projet qui y sont éligibles, avec les ressources de la Contribution, conformément aux dispositions du présent Contrat.

(b) À moins d'un accord express entre les parties, les demandes de décaissement pour rembourser les frais engagés par le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution, selon le cas, en accord avec le point (a) précédent, devront être réalisées rapidement, à mesure que le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution s'exposera aux dites dépenses ou, au plus tard, dans les soixante (60) jours suivants la clôture de chaque Semestre ou dans tout autre délai accepté par les parties.

Article 3.06. Avance de fonds. (a) À la charge de la Contribution et une fois réalisées les conditions prévues dans les Articles 3.01 et 3.03 des présentes Normes Générales et les conditions appropriées des Clauses Spéciales, la Banque pourra effectuer des décaissements des ressources de la Contribution afin d'avancer des ressources au Bénéficiaire ou à l'Organisme d'Exécution, selon le cas, afin de couvrir les dépenses éligibles pour l'exécution du Projet, conformément aux dispositions du présent Contrat.

(b) Le montant maximum de chaque avance de fonds sera fixé par la Banque à partir des besoins de liquidité du Projet pour couvrir les prévisions périodiques de dépenses, conformément au point (a) précédent. En aucun cas le montant maximum d'une avance de fonds ne pourra excéder la somme requise pour le financement desdites dépenses, pendant une période maximum de six (6) mois, en conformité avec le calendrier détaillé d'investissements, le flux de ressources requis à ces fins et la capacité démontrée du Bénéficiaire ou Organisme d'Exécution, selon le cas, pour utiliser les ressources de la Contribution.

(c) La Banque pourra : (i) augmenter le montant maximum de l'avance de fonds en vigueur lorsque apparaîtront des besoins immédiats de liquidité si elle les juge mérités, et si elle reçoit une sollicitation justifiée et un état des dépenses programmées pour l'exécution du Projet correspondant à la période d'avance de fonds en vigueur ; ou (ii) effectuer une nouvelle avance de fonds en se basant sur le point (b) précédent, lorsqu'auront été justifiés, au minimum, quatre-vingt pour cent (80%) du total des fonds décaissés pour le concept d'avance. La Banque pourra réaliser toute action parmi les actions antérieures citées, dès lors que seront remplies les conditions de l'Article 3.03 des présentes Normes Générales et les conditions des Clauses Spéciales.

(d) La Banque pourra également réduire ou annuler le solde total accumulé de ou des avance(s) de fonds, si elle détermine que les ressources décaissées de la Contribution n'ont pas été utilisées ou justifiées en bonne et due forme et en temps voulu à la Banque, conformément aux dispositions prévues dans le présent Contrat.

Article 3.07. Période de Clôture. Le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution, selon le cas, devra : (a) présenter, à la satisfaction de la Banque, dans un délai de quatre-vingt dix (90) jours à compter de la date stipulée pour le dernier décaissement de la Contribution, les documents justificatifs pour les dépenses effectuées à la charge du Projet et toutes les autres informations que la Banque pourrait demander ; et (b) retourner à la Banque, au plus tard le dernier jour de l'échéance de la Période de Clôture, le solde sans justifier des ressources décaissées de la

Contribution. Dans le cas où les services d'audit se financent à la charge des ressources de la Contribution et que lesdits services ne sont ni terminés ni payés avant l'échéance de la Période de Clôture à laquelle se réfère le point (a) précédent, le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution, selon le cas, devra informer et se mettre d'accord avec la Banque sur la façon de réaliser le paiement desdits services, et retourner les ressources de la Contribution destinées à cette fin, dans le cas où la Banque ne reçoit pas les états financiers et autres rapports audités dans les délais prévus par le présent Contrat.

CHAPITRE IV

Taux de change

Article 4.01 Taux de change. (a) Décaissements : (i) La contre-valeur en dollars d'autres monnaies de change dans lesquelles pourraient se faire les décaissements de la Contribution sera calculée en appliquant le taux de change en vigueur sur le marché à la date du décaissement ; et (ii) dans les cas d'accords régionaux, la contre-valeur en dollars de la monnaie locale ou d'autres monnaies dans lesquelles pourraient se faire le décaissement, sera calculée en appliquant, à la date du décaissement, le taux de change prévu dans l'accord en vigueur entre la Banque et le Pays concerné aux fins de maintenir la valeur de cette monnaie ou d'autres monnaies détenues par la Banque.

(b) Dépenses effectuées: (i) La contre-valeur en dollars d'une dépense effectuée en monnaie de change sera calculée en appliquant le taux de change en vigueur sur le marché à la date où s'est effectué le paiement de ladite dépense ; et (ii) dans le cas de programmes régionaux, la contre-valeur en dollars d'une dépense effectuée en monnaie locale, ou en d'autres monnaies, sera calculée en appliquant, à la date à laquelle s'est effectué le paiement de ladite dépense, le taux de change prévu dans l'accord en vigueur entre la Banque et le pays concerné aux fins de maintenir la valeur de cette monnaie détenue par la Banque. Aux fins des points (i) et (ii) ci-dessus, il demeure entendu que la date de paiement de la dépense est celle à laquelle le Bénéficiaire, l'Organisme d'Exécution, ou toute autre personne physique ou morale habilitée à régler les dépenses, effectue le paiement en question au consultant, contractuel ou fournisseur.

Article 4.02 Renonciation à une partie de la Contribution. Le Bénéficiaire peut renoncer par notification écrite envoyée à la Banque à son droit d'utiliser toute partie de la Contribution qui n'a pas été décaissée avant la réception de cette notification, à condition que ladite partie ne réponde à aucune des circonstances prévues à l'Article 5.03 des présentes Normes Générales.

Article 4.03 Annulation Automatique d'une partie de la Contribution. A moins que la Banque ne convienne expressément et par écrit avec le Bénéficiaire de proroger les délais de décaissement, la partie de la Contribution qui n'aura pas été engagée ou décaissée, suivant le cas, dans le délai prévu, sera automatiquement annulée.

CHAPITRE V

Suspension des Décaissements et Echéance Anticipée

Article 5.01 Suspension des Décaissements. La Banque peut, par notification écrite au Bénéficiaire, suspendre les décaissements si l'une des circonstances suivantes se produit et tant qu'elle subsistera :

(a) Le retard dans le paiement des sommes que le Bénéficiaire doit à la Banque au titre du principal, des commissions, des intérêts, du remboursement d'avances, ou à tout autre titre de tout autre accord ou contrat de prêt conclu entre la Banque et le Bénéficiaire.

(b) La non-exécution par le Bénéficiaire de quelconque des autres obligations stipulées dans le ou les contrat(s) ou accord(s) conclu(s) avec la Banque pour financer le Projet.

(c) Le retrait ou la suspension, comme membre de la Banque, du pays où le Projet doit être exécuté.

(d) Quand le Projet ou les objectifs de la Contribution risquent de souffrir : (i) de toute restriction, modification ou amendement de la capacité légale, des fonctions ou du patrimoine du Bénéficiaire ou de l'Organisme d'Exécution ; ou ii) de toute modification ou amendement apporté sans l'accord écrit de la Banque, aux conditions de base remplies avant l'approbation par la Banque du financement non remboursable ou la signature de l'Accord. En pareil cas, la Banque a le droit de solliciter des informations justifiées et détaillées du Bénéficiaire et de l'Organisme d'Exécution. Après avoir entendu le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution et examiné les informations et les explications fournies, ou au cas où le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution ne répondrait pas, la Banque pourra suspendre les décaissements si elle juge que les changements apportés affectent de façon substantielle et défavorable le Projet ou rendent son exécution impossible.

(e) Lorsque le Bénéficiaire n'est pas un État membre, toute circonstance extraordinaire qui, de l'avis de la Banque, rend improbable la possibilité que le Bénéficiaire s'acquitte des obligations contractées dans l'Accord ou qu'il puisse atteindre les objectifs pour lesquels il fut conclu.

(f) Lorsqu'il y a suffisamment de preuve pour confirmer une constatation qu'un employé, agent, ou représentant du Bénéficiaire, de l'Organisme d'Exécution ou de l'Organisme Contractant a commis une Pratique Interdite lors d'une soumission d'offres, la négociation d'un contrat, ou l'exécution d'un contrat.

Article 5.02 Résiliation, Echéance Anticipée ou Annulation partielles de montants non décaissés. (a) La Banque pourra mettre fin à l'Accord pour la partie de la Contribution qui n'aura pas encore été décaissée : (i) si l'une des situations décrites dans les alinéas (a), (b) et (c) de l'Article 5.01 ci-dessus se prolonge plus de soixante (60) jours ; ou (ii) si l'information dont fait référence l'alinéa (d), ou les déclarations ou informations supplémentaires fournies par le

Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution ou l'Organisme Contractant, selon le cas, n'ont pas été satisfaisantes.

(b) La Banque pourra annuler la partie non décaissée de la Contribution destinée à l'acquisition de certains biens, travaux, services connexes ou de services de conseil, ou, au cas où la Contribution aurait déjà été décaissée, déclarer échue et payable la partie correspondante de celui-ci si, à un moment quelconque, elle détermine : (i) que cette acquisition ou ces activités ont été effectuées sans respecter les procédures prévues à l'Accord ; ou (ii) que les représentants du Bénéficiaire, de l'Organisme d'Exécution ou de l'Organisme Contractant se sont livrés à des Pratiques Interdites, que ce soit pendant la procédure de sélection du contractant, fournisseur, ou consultant, ou pendant la période de négociation ou d'exécution du contrat concerné, sans que, pour remédier à la situation, le Bénéficiaire ait pris, en temps opportun, des mesures appropriées, acceptables par la Banque et conformes aux garanties juridiques prévues par la législation du pays du Bénéficiaire.

(c) Aux fins de l'alinéa précédent, les diverses activités qui constituent des Pratiques Interdites sont définies comme suit : (i) l'*acte de corruption* se définit comme le fait d'offrir, de donner, de recevoir ou de solliciter directement ou indirectement quelque chose de valeur afin d'influencer sur les actes d'une autre partie ; (ii) la *fraude* est un acte ou une omission, y compris une distorsion, qui, de façon délibéré ou par négligence grave, induit en erreur ou cherche à induire en erreur une partie afin de se procurer un avantage financier ou autre ou de se soustraire à une obligation ; (iii) la *coercition* consiste à porter atteinte ou à nuire, ou à menacer de porter atteinte ou de nuire directement ou indirectement à une partie ou à un bien d'une partie afin d'influencer sur les actes de ladite partie ; (iv) la *collusion* est une entente entre deux parties ou plus conçue dans un but inapproprié, y compris influencer de façon inapproprié sur les actes d'une autre partie ; et (v) la *pratique obstructive* signifie (a) détruire, falsifier, modifier ou dissimuler délibérément des éléments de preuve significatifs pour l'enquête, ou faire de fausses déclarations aux enquêteurs de façon à empêcher matériellement une enquête de la Banque en allégation de pratiques de corruption, frauduleuses, coercitives ou collusives ; et/ou menacer, harceler ou intimider tout tiers pour l'empêcher de révéler des informations en relation avec ou pouvant permettre le déroulement de l'enquête, ou (b) des actes réalisés avec l'intention de gêner matériellement l'exercice des droits contractuels de la Banque à auditer ou accéder à l'information.

(d) Si la Banque, conformément à ses procédures administratives ou aux procédures établies entre la Banque et les autres institutions financières internationales pour la reconnaissance mutuelle des décisions sur les sanctions prévues en cas de Pratiques Interdites, apporte la preuve qu'une entreprise, une entité ou une personne soumissionnant pour un projet financé par la Banque ou participant à un tel projet, y compris, entre autres, les emprunteurs, les soumissionnaires, les fournisseurs, les entrepreneurs, les sous-traitants, les concessionnaires, les candidats, les consultants, les Organismes d'Exécution et les Organismes Contractants (incluant leurs dirigeants, employés et agents respectifs) ont commis une Pratique Interdite, la Banque peut :

- (i) décider de ne pas financer une proposition d'attribuer un marché ou un contrat pour la fourniture de biens, de travaux et de services de conseil financés par la Banque ;

- (ii) suspendre le décaissement de la Contribution tel que décrit à l'Article 5.01(e) ci-dessus s'il est établi à un moment quelconque que les preuves sont suffisantes pour confirmer qu'un employé, un agent, ou un représentant du Bénéficiaire, de l'Organisme d'Exécution ou de l'Organisme Contractant a commis une Pratique Interdite ;
 - (iii) annuler la fraction de la Contribution allouée à un marché tel que décrit à l'Article 5.02 (b) ci-dessus, lorsqu'il est prouvé que le représentant du Bénéficiaire n'a pas pris les mesures correctives nécessaires dans un délai jugé raisonnable par la Banque, et conformément aux garanties de procédure régulière prévues par la législation du pays du Bénéficiaire ;
 - (iv) prononcer une réprimande sous la forme d'une lettre officielle désavouant le comportement de l'entreprise, de l'entité ou de la personne ;
 - (v) déclarer qu'une personne, une entité ou une entreprise est exclue, définitivement ou pour une période déterminée, de l'attribution de marchés dans le cadre de projets financés par la Banque, sauf dans des conditions que la Banque jugera appropriées ;
 - (vi) déférer l'affaire aux autorités chargées de veiller au respect de la loi ; et/ou
 - (vii) imposer d'autres sanctions qu'elle juge appropriées selon les circonstances, y compris des amendes correspondant au remboursement des frais engagés par la Banque pour les enquêtes et les procédures. De telles sanctions peuvent être imposées en sus ou au lieu d'autres sanctions.
- (e) L'imposition par la Banque de toute sanction mentionnée ci-dessus peut être rendue publique.

Article 5.03 Obligations non affectées. Nonobstant les dispositions des articles 5.01 et 5.02 ci-dessus, aucune des mesures prévues dans le présent Chapitre n'affectera le décaissement par la Banque : (a) des montants soumis à la garantie d'une lettre de crédit irrévocable ; et (b) des montants que la Banque s'est engagée spécifiquement par écrit avec le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution ou l'Organisme Contractant éventuel à fournir sur les ressources de la Contribution pour payer un fournisseur de biens et services ou de services de conseil. La Banque pourra considérer comme nul et non avenu l'engagement mentionné à l'alinéa (b) s'il est établi à la satisfaction de la Banque qu'une ou plusieurs des Pratiques Interdites ont été commises relativement à la négociation ou à l'exécution d'un contrat portant sur l'acquisition de travaux, de biens et de services ou de services de conseil.

Article 5.04 Non-renonciation aux Droits. Ni le retard accusé par la Banque dans l'exercice des droits accordés au titre du présent Accord, ni le non-exercice de ces droits ne pourront être interprétés comme une renonciation par la Banque auxdits droits ni comme une acceptation des circonstances qui, si elles s'étaient réalisées, l'auraient habilitée à les exercer.

Article 5.05 Dispositions Non Affectées. L'application des mesures établies dans le présent Chapitre n'affectera pas les obligations du Bénéficiaire établies dans cet Accord, lesquelles conserveront leur plein effet.

CHAPITRE VI

Exécution du Projet

Article 6.01 Dispositions Générales relatives à l'Exécution du Projet. (a) Le Bénéficiaire s'engage à ce que le Projet soit exécuté avec la diligence voulue et conformément aux normes financières et techniques et selon les plans, caractéristiques techniques, cahier des charges, calendriers d'investissements, budgets, règlements et autres documents que la Banque a approuvés. Il s'engage également à ce que toutes les obligations qui lui incombent soient honorées à la satisfaction de la Banque.

(b) Toute modification importante apportée aux plans, caractéristiques techniques, cahier des charges, calendriers d'investissements, budgets, règlements et autres documents que la Banque a approuvés, ainsi que tout changement de fond du contrat ou des contrats de biens ou de services financés sur les ressources destinées à l'exécution du Projet ou toute modification apportée aux catégories d'investissement exigent le consentement écrit de la Banque.

Article 6.02 Prix des Appels d'Offre. Les contrats d'exécution de travaux, d'achat de biens et de prestation de services aux fins du Projet se feront à un coût raisonnable qui sera généralement le prix le plus bas du marché, compte tenu de facteurs de qualité, d'efficacité et de tout autre facteur pertinent.

Article 6.03 Utilisation des Biens. Sauf autorisation expresse de la Banque, les biens acquis au moyen des ressources de la Contribution devront être consacrés exclusivement aux fins du Projet. Une fois l'exécution du Projet achevée, les machines et matériels de construction utilisés pour ladite exécution pourront être employés à d'autres fins.

Article 6.04 Ressources Additionnelles. (a) Le Bénéficiaire devra fournir en temps opportun toutes les ressources additionnelles à celles de la Contribution qui seront nécessaires à l'exécution complète et ininterrompue du Projet. Si pendant le processus de décaissement de la Contribution, il se produit une hausse du coût estimatif du Projet, la Banque pourra exiger la modification du calendrier d'investissements visé à l'alinéa (c) de l'Article 3.01 des présentes Normes Générales, pour que le Bénéficiaire puisse faire face à ladite hausse.

(b) Dans les soixante (60) premiers jours de chaque année civile d'exécution du Projet, le Bénéficiaire devra prouver à la Banque qu'il disposera en temps opportun des ressources nécessaires pour apporter la contribution locale au Projet au cours de l'année en question.

CHAPITRE VII

Système d'Information Financière et Contrôle Interne, Inspections, Rapports et Audit Externe

Article 7.01 Système d'Information Financière et Contrôle Interne. (a) Le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution ou l'Organisme Contractant, selon le cas, devra entretenir : (i) un système d'information financière acceptable pour la Banque qui permette le registre comptable, budgétaire et financier, et l'émission d'états financiers et autres rapports liés aux ressources de la Contribution et d'autres sources de la Contribution, le cas échéant ; et (ii) une structure de contrôle interne qui permette la gestion effective du Projet, garantisse la fiabilité de l'information financière, des registres et des archives physiques, numériques et électroniques, et permette la réalisation des dispositions prévues dans le présent Contrat.

(b) Le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution ou l'Organisme Contractant, selon le cas, s'engage à conserver les registres originaux du Projet pour une période minimum de trois (3) ans après la date stipulée pour le dernier décaissement de la Contribution, de telle sorte que lesdits registres : (i) permettent l'identification des sommes reçues de la part des différentes sources ; (ii) consignent, conformément au système d'information financière approuvé par la Banque, les investissements dans le Projet, aussi bien avec les ressources de la Contribution qu'avec les autres fonds apportés pour son exécution totale ; (iii) incluent les détails nécessaires pour identifier les oeuvres réalisées, les biens acquis et les services contractés, ainsi que l'utilisation desdites oeuvres, biens et services ; (iv) mettent en évidence la conformité dans la réception, l'autorisation et le paiement de l'oeuvre, bien ou service acquis ou contracté ; (v) incluent la documentation liée au processus d'acquisition, d'emploi et d'exécution des contrats financés par la Banque et d'autres sources de financement, ce qui comprend sans être limité à : les appels d'offres, les offres groupées, les résumés, les évaluations des offres, les contrats, la correspondance, les produits et projets de travail, les factures, certificats et rapports de réception, les reçus y compris les documents liés au paiement de commissions, et les paiements aux représentants, consultants et contractants ; et (vi) démontrent le coût des investissements dans chaque catégorie et les progrès physiques et financiers des oeuvres, biens et services. Lorsqu'il s'agira de programmes de crédit, les registres devront préciser, en outre, les crédits alloués, les recouvrements effectués et l'utilisation de ceux-ci.

Article 7.02 Inspections. (a) La Banque pourra établir les procédures d'inspection qu'elle estime nécessaires pour garantir le déroulement satisfaisant du Projet.

(b) Le Bénéficiaire, l'Organisme d'Exécution et l'Organisme Contractant devront autoriser la Banque à inspecter à tout moment le Projet, l'équipement et le matériel et à examiner les registres et documents que la Banque juge utiles de connaître. Le personnel que la Banque enverra ou désignera comme enquêteur, agent, auditeur ou expert à cette fin devra pouvoir compter sur la totale collaboration des autorités concernées. Tous les coûts relatifs au transport, aux salaires et autres frais de ce personnel seront à la charge de la Banque.

(c) A la demande d'un représentant autorisé par la Banque, le Bénéficiaire l'Organisme d'Exécution ou l'Organisme Contractant, selon le cas, fournira à la Banque tout

document, y compris les documents relatifs à la passation des marchés de biens. De plus, le Bénéficiaire, l'Organisme d'Exécution ou l'Organisme Contractant devra, dans un délai jugé raisonnable, mettre leur personnel à la disposition de la Banque afin de répondre aux questions posées par le personnel de la Banque aux fins de procéder à l'examen et à l'audit des documents sus-mentionnés. Le Bénéficiaire, l'Organisme d'Exécution, ou l'Organisme Contractant, selon le cas, devra fournir les documents dans un délai jugé raisonnable ou présenter un affidavit incluant les raisons pour lesquelles un document n'est pas disponible ou ne sera pas fourni à la Banque.

(d) Si le Bénéficiaire, l'Organisme d'Exécution ou l'Organisme Contractant, selon le cas, ne se conforme pas à la demande de la Banque ou fait de quelque autre manière obstruction à une enquête de la Banque, la Banque, à sa seule discrétion, peut prendre toute mesure appropriée contre le Bénéficiaire, l'Organisme d'Exécution, ou l'Organisme Contractant, selon le cas.

Article 7.03 Rapports. Le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution, selon le cas, présentera à la Banque les rapports relatifs à l'exécution du Projet, dans les soixante (60) jours qui suivent la fin de chaque semestre ou dans tout autre délai convenu entre les parties, préparés conformément aux normes fixées à cet égard en accord avec la Banque ; et les autres rapports que la Banque peut raisonnablement demander en ce qui concerne l'investissement des sommes octroyées, l'utilisation des biens acquis au moyen desdites sommes et le déroulement du Projet.

Article 7.04 Audit Externe. (a) Le Bénéficiaire s'engage à présenter lui-même ou par l'intermédiaire de l'Organisme d'Exécution à la Banque, dans les délais impartis, pendant la période et à la fréquence précisés dans les Clauses Spéciales du présent Contrat, les états financiers et autres rapports, et l'information financière supplémentaire que la Banque lui demandera, conformément aux normes et principes de comptabilité acceptés par la Banque.

(b) Le Bénéficiaire s'engage à ce que les états financiers et autres rapports précisés dans les Clauses Spéciales du présent Contrat soient audités par des auditeurs indépendants acceptés par la Banque, conformément aux normes et principes d'audit acceptés par la Banque, et s'engage également à présenter, à la demande de la Banque, l'information sur les auditeurs indépendants contractés que celle-ci lui demandera.

(c) Le Bénéficiaire s'engage à sélectionner et à contracter, lui-même ou par l'intermédiaire de l'Organisme d'Exécution, les auditeurs indépendants nécessaires pour la présentation en temps voulu des états financiers et autres rapports mentionnés dans le point (b) précédent, au plus tard quatre (4) mois avant la clôture de chaque exercice économique du Bénéficiaire, à partir de la date d'entrée en vigueur du présent Contrat, ou dans tout autre délai que les parties auront décidé, conformément aux procédures et aux termes de référence précédemment acceptés par la Banque. Le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution, selon le cas, devra autoriser les auditeurs à fournir à la Banque l'information supplémentaire que celle-ci peut raisonnablement solliciter, en rapport avec les états financiers et autres rapports audités.

(d) Dans les cas où l'audit est à la charge d'un organisme officiel de contrôle et que celui-ci ne puisse effectuer son travail dans des conditions satisfaisantes pour la Banque, ou dans les délais impartis, dans la période et à la fréquence précisées dans le présent Contrat, le

Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution, selon le cas, sélectionnera et contractera les services d'auditeurs indépendants acceptables par la Banque, conformément aux dispositions indiquées dans le point (c) précédent.

(e) Sans préjudice des dispositions énoncées dans les points précédents, la Banque, de façon exceptionnelle et par l'intermédiaire d'un accord entre les parties, pourra sélectionner et contracter les services d'auditeurs indépendants pour la préparation des états financiers et autres rapports audités prévus dans le présent Contrat, lorsque : (i) la Banque gagne un avantage à sélectionner et à contracter lesdits services ; ou (ii) les services d'entreprises privées et comptables publiques indépendantes qualifiées dans le pays sont limités ; ou (iii) il existe des circonstances spéciales qui justifient que la Banque sélectionne et contracte lesdits services.

(f) La Banque se réserve le droit de demander au Bénéficiaire ou à l'Organisme d'Exécution, selon le cas, la réalisation d'un autre type d'audit externe ou de travaux liés à l'audit de projets, de l'Organisme d'Exécution et d'entités qui y sont liées, du système d'information financière et des comptes bancaires du Projet, entre autres. La nature, fréquence, portée, opportunité, méthodologie, le type de normes d'audit applicables, les rapports, procédures de sélection et termes de référence seront établis d'un commun accord entre les parties.

CHAPITRE VIII

Dispositions concernant les Charges et Exonérations

Article 8.01 Impôts. Le Bénéficiaire s'engage à assumer la charge de tout impôt, taxe ou droit applicable à la conclusion, à l'inscription ou à l'exécution du présent Accord.

CHAPITRE IX

Procédure d'Arbitrage

Article 9.01 Composition du Tribunal. Le Tribunal arbitral sera composé de trois membres qui seront désignés de la manière suivante: un membre par la Banque, un autre par le Bénéficiaire et un troisième, ci-après dénommé le «Tiers-arbitre», par accord direct entre les parties ou par l'intermédiaire des arbitres respectifs. Si les parties ou les arbitres ne se mettent pas d'accord sur la personne du Tiers-arbitre, ou si l'une des parties ne peut désigner d'arbitre, le Tiers-arbitre sera désigné à la demande de n'importe laquelle des parties par le Secrétaire Général de l'Organisation des États Américains. Si l'une des parties ne désigne pas d'arbitre, celui-ci sera désigné par le Tiers-arbitre. Si l'un des arbitres désignés ou si le Tiers-arbitre ne veut pas ou ne peut pas s'acquitter ou continuer de s'acquitter de ses fonctions, il sera remplacé de la même façon que pour la désignation initiale. Le successeur remplira les mêmes fonctions et attributions que son prédécesseur.

Article 9.02 Engagement de la Procédure. Pour soumettre le différend à la procédure d'arbitrage, la partie requérante adressera à l'autre une communication écrite exposant la nature de la réclamation, la satisfaction ou la réparation exigée et le nom de l'arbitre qu'elle désigne. La

partie qui aura reçu cette communication devra, dans un délai de quarante cinq (45) jours, communiquer à la partie adverse le nom de la personne qu'elle désigne comme arbitre. Si, dans un délai de trente (30) jours à compter de la remise de la communication au requérant, les parties ne se sont pas mises d'accord sur la personne du Tiers-arbitre, n'importe laquelle d'entre elles pourra recourir au Secrétaire Général de l'Organisation des États Américains pour que celui-ci effectue la désignation.

Article 9.03 Convocation du Tribunal. Le Tribunal arbitral sera convoqué à Washington, District de Columbia, États-Unis d'Amérique, à la date que choisit le Tiers-arbitre, et, une fois convoqué, il se réunira aux dates que déterminera le Tribunal lui-même.

Article 9.04 Procédure. (a) Le Tribunal sera compétent pour connaître uniquement des points du différend. Il adoptera sa propre procédure et pourra de sa propre initiative, désigner les experts qu'il estime nécessaires. Dans tous les cas, il devra donner aux parties l'occasion de présenter leurs points de vue oralement.

(b) Le Tribunal jugera en équité, en se fondant sur les termes de l'Accord, et prononcera sa sentence même dans le cas où l'une des parties manquerait à son devoir de comparution ou de déposition.

(c) La sentence sera rendue par écrit et décidée par vote concordant de deux membres au moins du Tribunal; elle devra être rendue dans un délai approximatif de soixante (60) jours à compter de la date de la nomination du Tiers-arbitre, à moins que le Tribunal ne décide que pour des circonstances spéciales et imprévues ce délai devrait être prorogé. La sentence sera notifiée aux parties par communication signée par deux membres au moins du Tribunal et devra être exécutée dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de la notification. La sentence sera définitive et ne sera susceptible d'aucun appel.

Article 9.05 Frais. Les honoraires de chaque arbitre seront versés par la partie qui l'aura désigné et les honoraires du Tiers-arbitre seront pris en charge par les deux parties à part égale. Avant que le Tribunal ne se réunisse, les parties détermineront les honoraires des autres personnes qui, d'un commun accord, seront invitées à intervenir dans la procédure d'arbitrage. Si l'accord ne se produit pas en temps opportun, le Tribunal fixera lui-même la rémunération qui serait raisonnable pour de telles personnes, compte tenu des circonstances. Chaque partie s'acquittera de ses propres frais au titre de la procédure, mais les frais du Tribunal seront pris en charge par les parties à part égale. Tout doute concernant la répartition des frais ou les modalités de paiement sera tranché par le Tribunal sans recours possible.

Article 9.06 Notifications. Toute notification relative à l'arbitrage ou à la sentence se fera sous la forme prévue dans le présent Accord. Les parties renoncent à toute autre forme de notification.

ANNEXE

LE PROGRAMME**Nouvelles Technologies et Renforcement des Capacités
du Gouvernement de la République d'Haïti****I. Objectif**

- 1.01** L'objectif visé par ce Programme est la création d'une plateforme technologique et de ses applications connexes qui garantiront l'échange efficace et transparente de l'information, ainsi que la collaboration entre les institutions publiques, la Commission Intérimaire pour la Reconstruction d'Haïti « CIRH » et les autres partenaires, appelé à devenir un outil important pour le Gouvernement de la République d'Haïti « GOH » et la CIRH pour diriger les efforts de reconstruction, tout en mettant en place les conditions pour assurer, à long terme, le renforcement institutionnel du GOH par le biais de l'élaboration d'une Feuille de Route pour un Renforcement Durable des Capacités.

II. Description

- 2.01** Pour atteindre l'objectif décrit ci-dessus, le Programme comporte trois composantes :

Composante 1 – Plateforme Intégrée du GOH (*Haiti Integrated Government Platform*)

- 2.02** La Plateforme Intégrée du GOH « PIGH » sera une plateforme technologique ouverte¹ qui fournira au GOH le noyau des capacités nécessaires pour héberger de manière sécurisée les systèmes d'information et les bases de données du GOH. Elle assurera la promotion de l'efficacité et de l'efficience ainsi que celle de la transparence, en créant la capacité institutionnelle nécessaire au sein du secteur public haïtien. Les objectifs de cette composante sont : (i) doter le GOH des ressources technologiques indispensables pour la création d'un espace virtuel destiné au partage de l'information et à la collaboration entre les agences de l'administration publique, et lui permettra de satisfaire les besoins d'hébergement immédiats dans un environnement sécurisé ; (ii) créer la capacité institutionnelle initiale et les manuels de procédures pour concevoir, élaborer, gérer, opérer, faire des projections et entretenir la PIGH, ses équipements et ses applications ; (iii) créer une batterie initiale d'applications pour la collecte, l'analyse et la diffusion des données sur la mise en œuvre et tout autre aspect pertinent des

¹ La PIGH fonctionnera, dans un premier temps, à distance, en parallèle à un état des lieux et à une évaluation des infrastructures physiques et de la connectivité, ainsi qu'à l'acquisition et à l'installation des équipements nécessaires à la Primature.

projets de reconstruction émanant des agences du GOH ; et (iv) fournir aux citoyens, aux institutions du secteur privé et aux autres acteurs concernés l'accès à l'information et aux services de l'administration publique à travers un Portail gouvernemental via Internet, la téléphonie mobile et des outils Web 2.0. Les activités de cette composante sont regroupées ci-dessous pour chaque objectif spécifique de la Composante 1:

Objectif 1 : Création du Noyau de Capacités Technologiques :

- 2.03** La PIGH sera conçue sur mesure² pour : (i) doter les entités du GOH des capacités essentielles en matière d'administration, de communication et de gestion des documents ; (ii) fournira immédiatement des espaces d'hébergement dans un environnement sécurisé³ ; (iii) permettra la collaboration, le partage et l'accès à l'information et aux données entre les agences de l'Etat, les partenaires non-gouvernementaux, les donateurs internationaux, le secteur privé, la diaspora et les citoyens haïtiens ; et (iv) fournira les outils capables de créer des nouvelles applications et/ou d'assurer l'interopérabilité des applications technologiques d'informations existantes ou futures. Les activités de la Composante 1 visant à réaliser cet objectif sont : (i) garantir des lieux d'hébergement externes et les rendre disponibles dans le plus bref délai ; (ii) subvenir à l'acquisition et à l'installation des équipements et logiciels nécessaires au fonctionnement de la PIGH à la Primature ; (iii) identifier et télécharger des systèmes d'information et bases de données sensibles dans un environnement sécurisé. Comme indiqué dans l'introduction, la capacité en infrastructures technologiques et physiques de nombreuses agences de l'Etat ont été détruites au cours du séisme. En conséquence, plusieurs systèmes d'information de l'Etat ont été gravement endommagés, et plusieurs réduits à de simples copies ou Backup récupérés sur clés ou sur des serveurs individuels. Cette information stratégique doit être récupérée, sans délai, pour être placée en lieu sûr. La PIGH dotera le GOH des capacités immédiates pour les conserver, y accéder, les utiliser et les alimenter en données, en toute sécurité, et ce parallèlement à la création de capacités technologiques additionnelles dans les ministères-clé. En outre, la PIGH dotera le GOH d'un espace virtuel pour créer de nouvelles application et/ou assurer l'interopérabilité des applications technologiques existantes et futures au sein

² La PGIH a une architecture de base qui donne au GOH la capacité technologique nécessaire en ce moment pour loger des systèmes d'information existantes et pour développer quelques applications additionnelles. Au futur, la PGIH peut grandir « par modules », suivant les priorités du GOH.

³ Il n'existe, à l'heure actuelle, que de l'information limitée concernant les dégâts causés par le séisme aux systèmes d'information du GOH. Le Programme effectuera un état des lieux au début des activités d'exécution, que la Banque entend avoir achevé durant le premier trimestre d'exécution. Les informations collectées au cours de cette évaluation permettront de disposer données de référence fiables pour le suivi et l'évaluation.

d'une plateforme ouverte⁴ ; (iv) permettre le développement d'au moins trois applications adaptées⁵ pour la PIGH ; (v) concevoir et élaborer des manuels pédagogiques sur les capacités et applications technologiques de la PIGH ; et (vi) produire un plan de maintenance de la PIGH incluant l'identification des besoins de financement, besoins technologiques et en ressources humaines indispensables à l'entretien des fonctionnalités de la PIGH durant l'exécution du Programme.

Objectif 2 : Création de Capacités Institutionnelles et de Procédures de Gouvernance :

- 2.04** La Composante 1 servira à la création de la capacité institutionnelle initiale et à la définition de la structure ainsi que des procédures de gouvernance nécessaires à la mise en place et au fonctionnement d'un Secrétariat Technique du Comité Interministériel au sein de la Primature. La Primature définira le mandat, et assurera la mise en place et la gestion de la PIGH. Preuve de la création de ce Secrétariat Technique du Comité Interministériel pour gérer la PIGH (qui servira comme l'unité d'exécution du Programme), et de l'engagement du porteur de dossier, sera une condition pour le premier déboursement comme établie dans la Clause 2.02 des Clauses Spéciales, et sera exprimé dans une lettre du Premier Ministre à la Banque. Un total de six postes de travail permanents devront être créés à partir des ressources du Programme. L'identification du profil de ces postes sera à la charge du porteur du dossier des Technologies de l'Information et de la Communication « TIC » à la Primature. Le projet mettra aussi à la disposition de la structure établie à la Primature des ressources pour des consultations ponctuelles en fonction des besoins.
- 2.05** Le Secrétariat Technique aura à mener une consultation avec la CIRH et les autres instances pertinentes de l'administration publique, en vue d'ajuster et de valider la configuration envisagée pour la PIGH, identifier les domaines prioritaires d'intervention (aussi bien la sélection des systèmes d'information stratégiques à télécharger sur la PIGH que dans la définition des applications prioritaires à mettre en œuvre), et préparer une Feuille de Route pour le déploiement des fonctionnalités de la PIGH et des applications connexes. Le Secrétariat Technique, avec l'assistance technique fournie par la Banque et le Groupe de Travail sur les Technologies de l'Information et de la Communication « GTIC »,

⁴ Un Etat des Lieux des infrastructures physiques, des besoins en matière de ressources humaines et la mission potentielle de la PIGH sera mené dans le cadre des activités préliminaires du Programme pour identifier les systèmes d'information existantes qui peuvent s'incorporer à la PIGH et pour déterminer les opportunités de collaboration au présent et au futur, par les institutions du GOH pour partager l'information et les bases des données, et pour le développement des services en ligne transactionnels. Mais cet étude n'est pas une condition pour l'architecture de la PIGH.

⁵ La plupart des applications pour la PIGH vont être adaptées à la réalité Haïtienne, depuis applications similaires existantes ailleurs, pour baisser les coûts du Programme et accélérer son implémentation.

servira aussi de point focal pour travailler avec Microsoft Co., Infusion, CIRH et les autres entités impliquées par la mise en œuvre du Programme.

- 2.06** Les activités appartenant à cette composante qui contribuent à atteindre cet objectif sont : (i) le recrutement de l'équipe du Secrétariat Technique du Comité Interministériel pour les TIC. Cette équipe initiale sera placée sous l'autorité directe du Premier Ministre et du Secrétaire Général de la Primature ; (ii) la définition de la mission de la PIGH, en particulier l'identification des bases de données existantes⁶ pouvant être téléchargées sur la nouvelle infrastructure et la définition des priorités pour la mise en œuvre d'au moins trois applications sur la PIGH ; (iii) l'élaboration d'un manuel de procédures, la définition des procédures de gouvernance et la conception d'un plan de formation destiné aux membres du Secrétariat Technique ; (iv) l'organisation d'ateliers de formation pour les fonctionnaires du GOH, les développeurs locaux et d'autres acteurs pertinents en prévision du lancement de la PIGH et pour assurer, par la suite, la formation adéquate à l'utilisation et à l'extension de ses capacités ; et (v) la conception et la constitution d'équipes techniques mobiles pour identifier les besoins de renforcement prioritaires dans le but de leur venir en appui dans le domaine de l'utilisation de la PIGH et de ses applications connexes. La sélection des ministères-clé répondra aux priorités définies par la Primature, en consultation avec le Comité Interministériel.

Objectif 3 : Création d'un ensemble initial d'applications adaptées :

- 2.07** Cet objectif sera réalisé en adaptant et en utilisant les ressources en matériels et logiciels informatiques disponibles au sein du Programme. Les activités de la Composante 1 concourant à la réalisation de cet objectif sont : (i) identification et mise en œuvre de trois applications Web adaptées à la PIGH, en fonction des priorités identifiées par le GOH; (ii) élaboration d'un module de gestion des projets de reconstruction pour la collecte de données sur l'exécution des projets auprès des agences du gouvernement (financements et opérations) de façon décentralisée, directement des unités d'exécutions désignées. Le contenu généré par ce module sera consolidé/agrégé et analysé à l'aide d'outils divers (graphiques, rapports, applications cartographiques basées sur les systèmes d'information géographiques « SIG/GPS »⁷, etc.) fournissant un appui inestimable à la prise de décision et à l'élaboration de politiques publiques au plus haut niveau (voir Composante 2 ci-dessous).

⁶ Il y a beaucoup de bases de données et autres systèmes d'information appartenant à des entités gravement endommagées par le séisme et ne disposant pas de structures d'hébergement sécurisé adéquate. Cette étude identifier ces besoins aussi bien que les capacités technologiques existantes au sein du GOH et fournira, également, des données de référence pour le suivi-évaluation.

⁷ Système d'Information Géographique « SIG/GPS ».

Objectif 4 : Accès des Citoyens à l'Information et aux Services Publics :

- 2.08** Les activités de cette composante qui contribueront à la réalisation de cet objectif sont : (i) la conception et la réalisation d'un portail gouvernemental dénommé provisoirement "Ayiti.ht" doté d'un minimum de deux services aux citoyens « G2C », au secteur privé et aux institutions non étatiques ; (ii) l'élaboration d'une stratégie de communication visant à fournir aux citoyens et aux autres acteurs pertinents des informations sur les potentialités et services offerts par la PIGH ; et (iii) la production de brochures et autres matériels de promotion destinés à fournir au citoyens, acteurs privés et aux autres institutions pertinentes des renseignements sur les ressources disponibles de la PIGH.

Composante 2 – Tableau de Bord Commun d'Accès aux Données sur le Processus de Reconstruction

- 2.09** L'objectif poursuivi par cette composante est la conception et le financement de l'implantation initiale d'un Tableau de Bord en ligne destiné à la collecte et à la consolidation de données sur le processus de reconstruction pour la CIRH. Il s'agit d'un besoin urgent et d'un outil indispensable, comme démontré par les expériences de reconstruction ayant fait suite au Tsunami en Asie. Le Tableau de bord Commun consolidera des informations produites par : (i) le Système d'Information et de Suivi de l'Aide « *Aid Tracking System – ATS* » du Programme de Développement des Nations Unies « PNUD » dénommé « *Development Gateway – DG* » ; (ii) les activités décrites dans la Composante 1, ainsi que toute autre information pertinente produite par la PIGH ; et (iii) des données produites dans le cadre des activités de la CIRH. Ce Tableau de Bord Commun sera disponible pour la CIRH et le GOH, afin de faire un suivi de l'exécution des projets de reconstruction, y compris au niveau des unités d'exécution, informations financières, de détails de mise en œuvre et des résultats attendus⁸. Les informations recueillies sur l'exécution des projets pourront être comparées aux indicateurs de résultats à l'aide d'une batterie d'outils de visualisation, sur la base de critères définis par la CIRH. D'autres sources d'information et bases de données peuvent être identifiées et intégrées au Tableau de Bord Commun pendant toute la durée d'exécution du Programme.
- 2.10** Cet effort cumule l'information collectée à l'aide de la PIGH sur l'exécution des projets de reconstruction aux bases de données récupérées qui contiennent des données statistiques et d'autres renseignements pertinents. Le Tableau de Bord Commun permettra de consolider cette information avec les données sur les activités des ONG et du secteur privé qui seront collectées par le PNUD à l'aide de l'ATS, et mettra à la disposition de la CIRH et d'autres acteurs pertinents des outils technologiques pour faciliter la prise de décision, la planification et l'élaboration de politiques et de mesures.

⁸ Cette application est a même de gérer intégralement les informations concernant l'exécution de projets, et non seulement leur aspect financier, et aussi de proposer des documents, photos et vidéos.

- 2.11** Ce Tableau de Bord Commun qui sera réalisé dans le cadre d'un effort conjoint entre la Banque, de l'équipe du PNUD chargée de la mise en œuvre de l'ATS, des agences du GOH concernées et de la CIRH, servira d'outil indispensable à la prise de décision aux plus hauts niveaux de la CIRH, produira des rapports sur l'allocation des ressources, et viendra en appui à la planification des mesures et actions politiques, et à leur suivi-évaluation. Il est vraisemblable que la CIRH aura recours à ce Tableau de Bord Commun comme principal outil de coordination et de communication tout au long du processus de reconstruction, enrichissant de la sorte le contenu et mettant à profit cet espace virtuel de rencontre des différents acteurs impliqués dans le processus de reconstruction.
- 2.12** Les activités identifiées pour la mise en œuvre de ce Tableau de Bord sont les suivantes : (i) l'organisation d'un atelier à l'intention du GOH, de l'équipe du PNUD en charge de la mise en œuvre du Système de Suivi de l'Aide, le Bureau de l'Envoyé Spécial en Haïti « OSE » et le personnel de la CIRH, ainsi qu'à l'équipe de la Banque pour définir le contenu du Tableau de Bord Commun et collaborer à sa conception. Un extrait de cet atelier sera un plan d'action pour l'implantation du Tableau de Bord Commun, comportant une répartition des responsabilités parmi les institutions participantes et les personnes recrutées sur Contrats, les délais d'implantation, les détails concernant les ressources allouées et les produits livrables / résultats spécifiques attendus ; (ii) l'élaboration de modules d'accès et de services en ligne permettant d'accéder à l'information provenant du Système de Suivi de l'Aide et de la PIGH, et diffusion de ces renseignements à travers le Tableau de Bord Commun ; et (iii) mise en œuvre du Tableau de Bord Commun.
- 2.13** Ce Tableau de Bord Commun évoluera tout au long de la durée d'exécution du programme, intégrant, dans la mesure du possible, les données en provenance d'autres systèmes d'information existants, futurs ou encore en cours d'implantation. Dans le cadre des activités préliminaires du programme. Dans le cadre des activités préliminaires du programme, un mécanisme de coordination ainsi que des procédures d'opérationnalisation du Tableau de Bord Commun seront élaborés en concertation avec le GOH, le PNUD, OSE et la CIRH.

Composante 3 – Feuille de Route pour le Renforcement Institutionnel Durable

- 2.14** Cette composante aura pour principal objet de se concentrer sur l'identification des intrants nécessaires pour (i) assurer la durabilité de la PIGH, y compris son éventuel agrandissement; et (ii) encourager l'augmentation des capacités de gestion au sein du GOH. S'assurer de la garantie de la durabilité de la PIGH sera fondamentale compte tenu du rôle qu'elle revêt eu égard à la gestion des ressources substantielles qui seront allouées à Haïti pour des investissements dans les prochaines années, et de la nécessité d'assurer la coordination interne et externe qu'elles réclameront. A cette fin, le Programme procèdera à une évaluation de la phase initiale d'implantation de la PIGH, dans le but d'identifier: (i) les domaines nécessitant une réforme; (ii) la prochaine vague d'applications devant être développées; et (iii) les

capacités devant bénéficier d'un renforcement dans le cadre de son institutionnalisation en tant qu'outil clé de gouvernement. Une évaluation visant à identifier son potentiel de développement –incluant l'accès des niveaux de gouvernement non central à la PIGH– les besoins en infrastructures, les autres ressources requises et la succession de séquences exigées par une telle mutation, sera, en outre, menée. Les résultats de ces deux évaluations seront présentés et discutés à l'occasion d'un séminaire auquel les usagers de la PIGH seront conviés pour réviser et consolider une vision de l'avenir de la PIGH.

- 2.15** La conception et l'implantation des outils proposés dans le programme constituent une opportunité importante pour renforcer les capacités de manière durable en Haïti. Afin de concrétiser l'opportunité ainsi offerte, il conviendra d'intégrer ces outils dans un cycle d'une politique de gestion de l'administration publique fondée sur l'excellence, de la phase de conception, en passant par la planification, l'exécution, le suivi-évaluation et jusqu'au contrôle externe. Cette composante s'efforcera de jeter les jalons d'un futur programme d'appui à l'excellence dans la gestion de l'administration publique en Haïti par le biais de : (i) la définition des compétences et procédures-clé nécessaires pour une administration publique efficace dans les ministères-clé et organismes qui leur sont rattachés; (ii) une évaluation des capacités institutionnelles, détaillant les forces et faiblesses identifiées; et (iii) un phasage de l'exécution.
- 2.16** Les résultats convergeront à la préparation d'une proposition de feuille de route pour le renforcement institutionnel de l'administration publique sur une période de cinq années, qui fera l'objet d'une présentation, d'un débat, et d'une priorisation dans le cadre d'un atelier facilitant le dialogue entre le GOH et les acteurs pertinents. Les activités prévues dans cette composante seront menées de concert avec le GOH et seront discutées avec d'autres bailleurs de fonds et parties impliquées, notamment le secteur privé, en vue de repérer les champs de complémentarité dans le souci d'éviter les risques de redondance.

Principaux Indicateurs de Résultats

- 2.17** Les principaux indicateurs d'impact du Programme sont : (i) récupération de systèmes d'information détruits par le séisme ; (ii) Tableau de Bord Commun pour le suivi de l'assistance à la reconstruction ; et (iii) nombre de services publics destinés aux citoyens et aux institutions du secteur privé disponibles sur le Portail du GOH.

III. Budget

- 3.01** Le coût total du Programme s'élève à trois millions sept cent milles dollars (ÉU\$3.700.000), dont ÉU\$3.000.000 seront financé par la Banque, et ÉU\$700.000 représenteront les contributions de la firme Microsoft Co. apportées sous forme de licences de logiciels, d'assistance technique et de frais d'hébergement à l'étranger.

La structure des coûts du Programme par composante et par source est la suivante :

Tableau
Coûts et Financement du Programme par Source (en ÉU\$)

COMPOSANTES	Banque	Cofinancement du Microsoft Co.	TOTAL
Composante 1 – PGIH	2.150.000	700.000	2.850.000
Composante 2 – Tableau de Bord	370.000		370.000
Composante 3 – ICB Feuille de Route	310.000		310.000
Administration	170.000		170.000
Total	3.000.000	700.000	3.700.000

3.02 La contribution directe de Microsoft Co. à ce Programme est estimée à ÉU\$400.000 et représente son apport dans la conception de licences au cours de l'élaboration du programme. De plus, Microsoft Co. fournira au GOH d'assistance technique et des facilités d'hébergement à l'étranger d'une valeur estimée à ÉU\$300.000 supplémentaires

3.03 La Banque, Microsoft Co. et GOH chercheront des autres partenariats potentiels. Actuellement, des opportunités de partenariats existent, entre autres, avec des sociétés telles que Google, Hewlett Packard, Cisco et Intel. Tout nouvel accord de partenariat se fera dans les termes et conditions que le présent Accord.

IV. Exécution

4.01 La Primature sera l'Organisme d'Exécution du Programme. Le Programme prévoit la mise en place d'une Unité d'Exécution à la Primature pour l'exécution du Programme, laquelle servira aussi de Secrétariat Technique du PIGH. Un inventaire des besoins et profils des personnels, ainsi que des procédures et de la structure organisationnelle sera réalisé en concertation avec le GOH dans le cadre des activités préliminaires de la Composante 1 (comme décrit dans la section II ci-dessus, particulièrement, dans les paragraphes 2.04 à 2.06 ci-dessus). Cette équipe initiale de personnels sera recrutée en concertation avec le GOH à partir des ressources financières du Programme. L'Unité d'Exécution sera placé sous l'autorité directe du Premier Ministre. Le Programme recrutera des consultants individuels et des firmes de consultation, en fonction des besoins du Programme, pour constituer valablement l'Unité d'Exécution, dans le but de doter des capacités nécessaires à la gestion de la PIGH et de ses applications connexes. De plus, le Programme recrutera⁹ : (i) un comptable pour assister l'Unité d'Exécution dans sa

⁹ Ces engagements peuvent être au temps partiel, base a les nécessites du Programme et en consultation avec le GOH. Dans le cas du comptable, le Programme peut demander cette expertise dans les termes de référence du Directeur Exécutif ou un autre professionnel qui fasse partie du Secrétariat Technique, et éliminer le besoin d'engager un comptable a temps complet. Ce Directeur Exécutif pourra être contracté en utilisent des ressources de la coopération technique HA-T1122.

responsabilité d'administrer les fonds du Programme, la soumission de requêtes de décaissements, et la rédaction et la soumission des plans et rapports financiers exigés par la Banque ; et (ii) un consultant ou un spécialiste en passation des marchés pour assister l'Unité d'Exécution dans les procès de passation des marchés, la préparation des documents d'appel d'offres et quelques autres démarches relatifs au procès de passation des marchés. La Banque proposera à ces consultants experts une formation sur les politiques et procédures de la Banque applicables au Programme.

4.02 Résumé des Modalités d'Exécution. L'exécution du Programme se fera dans le respect des principes suivants :

- (i) Les procédures de passations des marchés et de décaissement doivent être facilitées pour accélérer la mise en marche des fonctionnalités de base de la PIGH, compte tenu : (a) des lacunes et faiblesses avérées en matière de capacités institutionnelles ; (b) du nombre de donateurs déployant leurs systèmes d'information dans des ministères-clés et d'autres institutions du GOH; (c) du besoin impérieux d'avoir accès, d'analyser et de partager l'information entre les entités du GOH ; et (d) des capacités limitées du GOH de communiquer aux citoyens les progrès enregistrés au niveau de l'effort de reconstruction de manière efficace ;
- (ii) Compte tenu de leur portée, les activités du programme exigent une coordination intense entre les instances du GOH, la CIRH, les pays donateurs et les autres partenaires impliqués dans la conception et la mise en œuvre de systèmes d'informations gouvernementaux aux fins d'éviter la création de silos d'information verticaux ; et
- (iii) En dernier lieu, compte tenu du caractère novateur du Programme, une mise en œuvre rapide, des exigences liées au besoin de coordination entre les institutions publiques et les pays donateurs, des besoins du GOH en matière d'assistance technique, l'équipe du projet envisage un dense calendrier de missions de l'équipe, à intervalle de 6 à 8 semaines, tout au long de la période d'exécution du Programme.

4.03 Décaissement. Conformément au Plan de Passation de Marchés du Programme et à ses mises à jour, le paiement à des firmes ou à des consultants, pour l'acquisition d'équipements, de fournitures, et de tout autre bien et service s'effectuera au moyen de paiements directs de la part de la Banque. Le Secrétariat Technique, faisant office d'Unité d'Exécution du Programme, préparera et soumettra des requêtes de décaissement à la Banque. Afin de minimiser les risques fiduciaires inhérents à la gestion des ressources, une avance de fonds pour le règlement de dépenses administratives (c'est-à-dire salaires des membres de l'unité d'exécution et fournitures de bureau) sera alimentée sur la base des besoins financiers programmés pour des périodes d'une durée de 6 mois. L'Unité d'Exécution préparera des plans financiers semestriels indiquant les besoins de fonds pour les six mois suivants. Chaque avance devra être dûment justifiée dès que les dépenses

du projet s'élèvent à 80 pour cent de la somme avancée. Toute justification soumise devra avoir été acceptée par la Banque avant la soumission d'une autre avance.

- 4.04 Suivi et évaluation.** En ce qui a trait au suivi et à l'évaluation, les responsables de la Banque effectueront des visites d'inspection tous les six à huit semaines afin de superviser l'exécution du Programme. Seront soumis : (i) des rapports d'activités trimestriels ; (ii) une évaluation partielle 12 mois après le démarrage du Programme ; et (iii) une évaluation finale 24 mois après le début du Programme.